

# Accord de la CTOI – Article X

## Rapport de mise en œuvre pour l'année 2023 (CdA21)

Date limite de soumission: **14/3/2024**

### NOTES DE LECTURE:

- Ce rapport est composé de 5 sections rendant compte de la mise en œuvre des Résolutions de la CTOI.
- Les réponses fournies par les CPC sont présentées **en texte bleu**.
- Un tiret rouge ("-") indique qu'aucune réponse n'a été fournie.
- Les sections **en gris clair** concernent les exigences qui ne s'appliquent pas à votre CPC.

**CPC déclarante: Philippines**

**Date de soumission: 12 mars 2024 - 17:15**

Vous pouvez consulter votre précédent rapport de mise en œuvre en [cliquant ici](#).

### Remarques :

- Toutes les dates dans le rapport de mise en œuvre doivent être dans le format suivant =>jj/mm/aaaa
- Toutes les lois, règlements et instructions administratives en vigueur doivent être chargées dans l'exigence 1.5 nommée "Transposition des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI dans la législation nationale"

# SECTION A – OBLIGATION JURIDIQUE

## Alinéas X & XI.2 de l'accord de la CTOI - Obligation juridique – Incorporation des MCGs de la CTOI dans la législation nationale

### Transposition des MCG de la CTOI dans la législation nationale

#### Obligation de déclaration CR N°1.5, IR

**Obligation juridique:** Fournir des informations sur l'état de la transposition de toutes les obligations/exigences de déclaration des MCG.

#### 1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation contraignante de transposer les résolutions de la CTOI dans la législation nationale :

OUI - Philippines a un système / procédure permettant de mettre en œuvre cette obligation contraignante: transpose les Résolutions de la CTOI

##### a. Système ou des procédures permettant de mettre en oeuvre cette transposition de CMM :

Système / procédures permettant de mettre en oeuvre cette mesure exécutoire ne sont pas énumérés ci-dessous, nous pré-cisons/décrivons les processus législatif / système / procédures dans la section ci-dessous

ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°. \_10\_ Séries de 2015

RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

##### b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation contraignante - non transposition des MCG :

OUI - Système/procédures de mise en œuvre de cette mesure contraignante sont spécifiés/décrits dans la section ci-dessous

ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°. \_10\_ Séries de 2015

RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de

conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

##### c. Mesures prise en cas de non-respect de cette obligation de contraignante - non transposition d'une MCG :

OUI - Les actions sont décrits ci-dessous

ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°. \_10\_ Série de 2015

(RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

**2. Toutes les obligations des Mesures de conservation et de gestion (MCG) de la CTOI sont incorporées dans la législation nationale :**

- -  
- -  
- -  
-

OUI – Toutes les Résolutions sont entièrement intégrées dans la législation de Philippines –

Si NON, précisez quelles résolutions n'ont pas encore été transposées dans la législation de Philippines :

-

**Joindre la législation nationale**

a. Joindre les lois, règlements et instructions administratives en vigueur et les T&C des ATF ayant force de loi, relative aux Mesures de conservation et de gestion de la CTOI:

[Rep\\_Act\\_10654\\_amendmentRA8550\\_FisheriesCodeof1998.pdf](#)

b. Commentaires/remarques concernant votre soumission et la mise en œuvre des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI:

-

Fournir des informations complémentaires sur la mise en œuvre de cette obligation:

-

# SECTION B – Actions prises au cours de l’année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/01

1. Décrire les actions prises au cours de l’année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "Résolution 23/01 sur la gestion des Dispositifs de Concentration de Poissons Ancrés (DCPA)"

### Plan de gestion des DCPA 2023

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les navires d'implémenter le plan de gestion des DCPD:

OUI - Philippines a des systèmes & procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles.

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

Mise en oeuvre plan DCPA suivi et contrôlé par l'administration gouvernementale des pêches avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre

Cette politique de gestion et cet ensemble de directives visent à réglementer le déploiement et le nombre de DCP associés aux opérations de pêche de thons et à imposer des exigences de déclaration aux participants à ces opérations, afin de réduire considérablement le volume d'espèces juvéniles d'albacore et de patudo et garantir la durabilité de leur population dans la région de l'océan Pacifique centre et ouest.

SECTION 2. Champ d'application - Le champ d'application de cette politique est le suivant : a) les DCP (ancrés et dérivants) déployés par des navires de pêche utilisant la senne coulissante ou la senne tournante, y compris leurs navires de support, immatriculés aux Philippines et autorisés à pêcher dans la ZEE des Philippines. b) les DCP (ancrés et dérivants) déployés par des navires de pêche sous pavillon philippin utilisant la senne coulissante ou la senne tournante, y compris leurs navires de support, dûment immatriculés dans la Liste des navires autorisés à opérer en haute mer de la WCPFC ; c) les DCP (ancrés et dérivants) déployés dans la ZEE des Philippines à des fins de pêche de thons à la ligne à main.

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont :

Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement

SECTION 13. Interdiction - Il est interdit à toute personne, association, coopérative, partenariat ou entreprise de se livrer à des opérations de pêche de thons à l'aide de DCP qui ne sont pas enregistrés auprès du BEAR et/ou dont le nombre dépasse la limite admissible par navire de capture. Il est interdit de déployer des DCP sans le consentement du Bureau et de se livrer à des opérations de pêche de thons à l'aide de ces DCP ou d'utiliser des DCP enregistrés qui ne sont pas associés à une entreprise de pêche dûment enregistrée et autorisée par le Bureau.

SECTION 14. Clause pénale - Toute infraction à la Section 13 de cette ordonnance soumettra le contrevenant à une amende administrative minimale de cinquante mille pesos (50 000,00P). Si l'infraction concerne le déploiement de DCP dépassant la limite indiquée à la Section 4, le contrevenant sera sanctionné par une amende administrative de cinquante mille pesos (50 000,00P) par DCP excédentaire et sa confiscation.

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont :

Actions punitives administratives - Amende imposées par l'administration sur le bénéficiaire effectif/propriétaire/exploitant

SECTION 14. Clause pénale - Toute infraction à la Section 13 de cette ordonnance soumettra le contrevenant à une amende administrative minimale de cinquante mille pesos (50 000,00P). Si l'infraction concerne le déploiement de DCP dépassant la limite indiquée à la Section 4, le contrevenant sera sanctionné par une amende administrative de cinquante mille pesos (50 000,00P) par DCP excédentaire et sa confiscation.

2. Plan de gestion des DCPD soumis pour les années suivantes :

Les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité depuis 2018 et à ce jour. Toutefois, nous disposons d'une Politique de gestion des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) qui s'applique aux éléments suivants : a) les DCP (ancrés et dérivants) déployés par des navires de pêche utilisant la senne coulissante ou la senne tournante, y compris leurs navires de support, immatriculés aux Philippines et autorisés à pêcher dans la ZEE des Philippines. b) les DCP (ancrés et dérivants) déployés par des navires de pêche sous pavillon philippin utilisant la senne coulissante ou la senne tournante, y compris leurs navires de support, dûment immatriculés dans la Liste des navires autorisés à opérer en haute mer de la WCPFC ; c) les DCP (ancrés et dérivants) déployés dans la ZEE des Philippines à des fins de pêche de thons à la ligne à main.

### 3. Déclaration/Mise à jour du plan de gestion des DCPD 2024:

Plan de gestion des DCPA:

### 4. Le plan de gestion des DCPD 2024 est préparé selon les Directives (Annexe I ou II):

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/03

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27<sup>ème</sup> session (S27) :

ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°. \_10\_ Séries de 2015  
RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

**Philippines a intégré la MCG 23/03 dans la législation nationale ?**

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/04

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27<sup>ème</sup> session (S27) :

Les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N° \_10\_ Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

**Philippines a intégré la MCG 23/04 dans la législation nationale ?**

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/05

**1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27ème session (S27) :**

Les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°\_10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

**Philippines a intégré la MCG 23/05 dans la législation nationale ?**

## Transbordements en mer - Rapports des CPC participant au PRO

**1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des Grands Palangriers Thoniers (LSTLVs), d'une longueur hors tout de 24 mètres et plus, avec les obligations du programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer:**

NON – Rapport NUL / Non Applicable - LSTLVs inscrit sur le registre de la CTOI inactifs en 2022

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

–  
–

b. Système ou procédures permettant de répondre au non-respect de cette mesure exécutoire:

–  
–

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont:

–  
–

**2. J'ai participé au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2022:**

NON - Rapport NUL - LSTLVs inscrit sur le registre de la CTOI inactifs en 2022

**3. Le rapport sur la liste des LSTLV et les quantités transbordées en 2022 , ainsi que le rapport sur l'évaluation des rapports des observateurs en 2022, sont communiqués au Secrétariat de la CTOI:**

– – – –

**4. Si OUI, fournir information sur:**

Nombre de LSTLVs qui ont transbordés en mer en 2022: –

Quantités transbordées en mer (kg) en 2022: –

## Rapport sur les transbordements dans les ports étrangers

### 1. POUR TOUTES LES CPC:

#### 1.1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des navires thoniers (LSTVs) avec les obligations du programme régional d'observateurs de la CTOI - transbordements dans ports étrangers:

NO – NIL Report / Not Applicable - Aucun LSTV inscrit sur le registre de la CTOI en 2023

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

-  
-

b. Système ou procédures permettant de répondre au non-respect de cette mesure exécutoire:

- -  
-

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont:

-  
-

#### 1.2. Des LSTVs nationaux ont transbordés dans des ports étrangers en 2023:

-

#### 1.3. Le rapport sur la liste des LSTV et les quantités transbordées dans les ports étrangers en 2023, fourni au Secrétariat de la CTOI:

- - -

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:

-

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:

-

### 2. POUR LES MALDIVES UNIQUEMENT:

#### 2.1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des canneurs et navires collecteurs nationaux avec les obligations du programme régional d'observateurs de la CTOI - transbordements au port for Maldives:

-

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

-  
-

b. Système ou procédures permettant de répondre au non-respect de cette mesure exécutoire:

-  
-

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont:

-

#### 2.2. Les canneurs et navires collecteurs nationaux ont transbordés en 2023:

-

#### 2.3. Les rapports sur la liste des navires de pêche à la canne et des navires collecteurs et les quantités transbordées en 2023 communiqués au secrétariat de la CTOI:

- - -

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/06

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27ème session (S27):

Ordonnance administrative des pêches n° 271 Séries de 2023

OBJET : NORMES ET RÈGLEMENTS POUR LA PROTECTION DES CÉTACÉS ET DES REQUINS-BALEINES DANS LES OPÉRATIONS À LA SENNE ET À LA SENNE TOURNANTE

#### SECTION 2. Interdictions

Il est interdit à tous les navires de pêche sous pavillon philippin opérant dans les eaux des Philippines, en haute mer ou dans les eaux d'autres

États côtiers, de commettre les actes suivants :

1) Caler un filet de senne coulissante ou de senne tournante autour d'un banc de poissons associés à toute espèce de cétacés et de requins-baleines, si l'animal est aperçu avant le début de la calée ; et

2) Retenir à bord, transborder, stocker à bord d'un navire de pêche ou débarquer tout cétacé ou requin-baleine capturé involontairement ainsi que ceux résultant de la Section 2(1).

Philippines a intégré la MCG 23/06 dans la législation nationale?  
OUI - La MCG 23/06 a force de loi dans la législation nationale.

## Rapport sur les cas de cétacés encerclés ou enchevêtrés en 2023

### 1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante (Rapport sur les cas de Cétacés encerclés):

NON – Rapport NUL / Non Applicable - En 2023, aucun navire de pêche de pavillon Philippines n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI.

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

### INSTANCES POUR LES 3 CATÉGORIES DE NAVIRE

#### 2. Des cétacés ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires de Philippines en 2023:

a. Senneurs:

–

b. Instances déclarées par senneur:

Pour pêche à la senne coulissante, déclarer le nombre total de cas en 2023:

0

Espèces de cétacés encerclés:

Aucun

c. Non applicable:

–

#### 3. Des cétacés ont été enchevêtrés par des fileyeurs comme rapportées par les navires nationaux en 2023:

a. Navires fileyeurs:

–

b. Instance de déclaration par fileyeurs

Pour la pêche au filet maillant, déclarer le nombre total de cas en 2023:

0

Espèces de cétacés enchevêtrés:

Aucun

c. Non applicable:

–

#### 4. Des cétacés ont été enchevêtrés dans un dispositif de concentration de poissons, DCPD/DCPA, comme rapportées par les navires nationaux en 2023:

a. Navire pêchant sur DCPD ou DCPA:

–

b. Instance de déclaration par navire pêchant sur DCPD

Pour les DCPD, déclarer le nombre total de cas en 2023:

0

Espèces de cétacés enchevêtrés:

Aucun

c. Instance de déclaration par navire pêchant sur DCPA

Pour les DCPA, déclarer le nombre total de cas en 2023:

0

Espèces de cétacés enchevêtrés:

Aucun

d. Non applicable:

–

#### 5. Déclarations de cas:

–

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:



## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/07

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27<sup>ème</sup> session (S27):

Les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité dans la zone de la compétence de la CTOI depuis 2018. Par conséquent, cette exigence n'est pas applicable pour le moment. En outre, les Philippines n'ont pas de palangriers en activité en haute mer. Toutefois, si des palangriers philippins devenaient actifs en haute mer, la section 32 de la Loi de la République n°10654, en vigueur depuis 2015, sera applicable.

SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi, contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers. (aa) Philippines a intégré la MCG 23/07 dans la législation nationale?

## Les palangriers doivent appliquer des mesures d'atténuation au sud de 25°S

### 1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de L'obligation, pour tous les palangriers de Philippines, d'utiliser au moins deux des trois mesures d'atténuation :

NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a aucun palangrier sur le registre CTOI des navires autorisés en 2023

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

--

b. Système ou procédures permettant de répondre au non-respect de cette mesure exécutoire:

--

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont:

--

### 2. L'obligation pour tous les palangriers de Philippines d'utiliser au moins deux des trois mesures d'atténuation:

--

--

--

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/08

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27<sup>ème</sup> session (S27):

Les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°\_10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654)

SEC 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers. Philippines a intégré la MCG 23/08 dans la législation nationale?

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/09

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27ème session (S27):

Les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°\_10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654) SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

## Actions prises pour mettre en œuvre la Résolution 23/10

### 1. Décrire les actions prises au cours de l'année écoulée pour appliquer la mesure de conservation et de gestion "" adoptée par la Commission lors de sa 27ème session (S27):

Les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°\_10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654)

SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

Philippines a intégré la MCG 23/10 dans la législation nationale?

-

## Partie C – Actions prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes qui n’ont pas été mentionnées dans un rapport précédent

1. Mesures prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes et qui n’ont pas été mentionnées dans un rapport précédent:

[ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE N°. \\_10\\_ Série de 2015 \(RÈGLEMENTS D’EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654\) SEC.](#)

32. Les navires de pêche en eaux lointaines des Philippines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d’accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d’autres États côtiers.

2. Nous avons pris des mesures, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes:

[Oui](#)

# Partie D – Données et informations requises des CPC à inclure dans le Rapport de mise en œuvre

## Résolution 01/03 Établissant un schéma pour promouvoir le respect des mesures de conservation de la CTOI par les navires battant pavillon d'une Partie non Contractante – Observation de navires de Parties, Entités ou Entités de pêche non Contractantes indiquant qu'ils pêchent en contravention des MCG de la CTOI

### Informations requises : Observations concernant des bateaux de Parties, Entités ou Entités de pêche non contractantes indiquant qu'ils pêchent de façon contraire aux MCG de la CTOI

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation déclarative: "*Rapport d'observation concernant des bateaux de Parties, Entités ou Entités de pêche non Contractantes indiquant qu'ils pêchent de façon contraire aux MCG de la CTOI*" [NON – Rapport NUL / Non Applicable pour 2023 – Philippines a aucune observation de navire pêchant contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI dans la zone de compétence](#)

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante :

–  
–

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

2. Rapport d'observations de navires de parties, entités ou entités de pêche non contractantes, indiquant qu'il existe des motifs de croire que ces navires pêchent contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI

–

Actions prises et des informations additionnelles à déclarer?

–

### Informations requises : informations sur les résultats des inspections des navires des NCP

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation déclarative: "*Rapport sur information sur les résultats des inspections de navires des NCP*"

[NON – Rapport NUL / Non Applicable pour 2023 - Aucune inspection de navire NCP par Philippines](#)

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

2. Rapport sur l'inspection au port de navires de Parties, Entités ou Entités de pêche Non Contractantes:

–

## Résolution 01/06 concernant le programme CTOI de document statistique pour le patudo

### Information requise : Rapport annuel sur le programme CTOI de document statistique pour le patudo en 2022

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des exportations de patudos congelés:

[OUI - Philippines a systèmes & procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles](#)

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

Exportation de patudo congelé surveillée par l'administration gouvernementale avec des procédures institutionnelles mises en oeuvre

FAO 210 Séries de 2001. Règles et réglementations sur l'exportation de poissons et de produits de poissons/aquatiques frais, congelés et réfrigérés

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

Institués par arrêtés administratifs mis en oeuvre par le Gouvernement

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

#### EXPORTATION:

2. Des patudos congelés furent exportés en 2022

Quantité totale de patudos congelés exportés en 2022 (kg):

État du pavillon des navires via lesquels les patudos furent exportés:

3. Si vous avez exporté du patudo congelé en 2022, déclarez le(s) résultat(s) de l'examen entre VOS données d'EXPORTATION et les données d'IMPORTATION déclarées par la ou les CPC IMPORTATRICES:

NON - Des patudos congelés furent exportés en 2022 - AUCUN résultat d'examen à rapporter Les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité dans la zone de la Convention de la CTOI depuis 2018 et à ce jour.

Lorsque des différences significatives ont été identifiées entre les données d'EXPORTATION de Philippines et les DONNÉES D'IMPORTATION d'autres CPC, rapporter les résultats de l'examen ci-dessous:

N/A

## Résolution 07/01 Visant à promouvoir le respect par les ressortissants des parties contractantes et parties coopérantes non contractantes des mesures de conservation et de gestion de la CTOI

**Information requise : rapports sur les actions et mesures prises pour enquêter sur les allégations et/ou rapports de la pêche INN impliquant des ressortissants**

1 - Rapport sur les actions et mesures prises pour enquêter les allégations et/ou les rapports de pêche INN impliquant des ressortissants:

NON - Rapport NUL pour 2023 – Aucun ressortissant de Philippines engagé en pêche INN dans la zone de compétence de la CTOI

## Résolution 11/02 Interdiction de pêcher sur les bouées océanographiques

**Information requise: Rapport sur les observations de bouées océanographiques endommagées en 2023**

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de signaler toute observation d'une bouée océanographique endommagée/inopérante:

NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a AUCUN de navire de pêche opérant dans la zone de compétence de la CTOI

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. Rapport des observations sur les bouées endommagées en 2023 :

## Résolution 22/04 Sur un Mécanisme Régional d'Observateurs

**Information requise : description des protocoles supportant les programmes d'observateurs (tous navires en mer) et leurs mécanismes d'échantillonnage (débarquement des navires artisans, le nombre de navires de pêche et la proportion d'effort de pêche échantillonné, ainsi que la couverture pour chaque type d'engin.**

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

i) description des protocoles supportant les programmes d'observateurs (tous navires en mer); et

ii) mécanismes d'échantillonnage (débarquement des navires artisans), nombre de navires de pêche et proportion d'effort de pêche échantillonné, ainsi que la couverture pour chaque type d'engin.

Pour les programmes d'observateurs en mer: **NON – Rapport NUL / Non Applicable - Aucun navire de pêche de 24 mètres de longueur hors tout et plus dans le registre des navires autorisés ou actif en 2022**

Pour les schémas d'échantillonnage (pêcheries artisanales / côtières): –

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

–

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–

2. Philippines met en œuvre le mécanisme régional d'observateurs (MRO) au niveau national pour:

–

3. Description des protocoles soutenant les programmes d'observateurs (en mer) et les schémas d'échantillonnage (débarquements de navires artisanaux) communiquée au Comité scientifique de la CTOI:

–

4. Description des protocoles soutenant les programmes d'observateurs (en mer) et les schémas d'échantillonnage (débarquements de navires artisanaux):

a. Protocoles - Programmes d'observateurs en mer: –

b. Protocoles - Schémas d'échantillonnage des débarquements de navires artisanaux:

–

5. Remplissez le tableau ci-dessous et chargez votre rapport sur la couverture obtenue par type d'engin, dans la section CHARGEMENT:

a. En mer - tous les navires de pêche d'une longueur hors tout de 24 mètres et plus, et les navires de pêche de moins de 24 mètres opérant en dehors de la ZEE:

Type d'engin de pêche	Nb de navires et effort de pêche suivis en 2022:	Couverture en 2022 (%)
Senne tournante	–	–
Palangre	–	–
Filet maillant	–	–
Canneurs	–	–

<b>Ligne à main</b>	-	-
---------------------	---	---

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:

-

b. Schémas d'échantillonnage (débarquements de navires artisanaux):

Type d'engin de pêche	Nombre total de marées ou du nombre total de bateaux en activité en 2022:	Couverture en 2022 (%)
<b>Senne tournante côtière</b>	-	-
<b>Palangre</b>	-	-
<b>Filet maillant</b>	-	-
<b>Canneurs</b>	-	-
<b>Ligne à main</b>	-	-
<b>Ligne à traîne</b>	-	-

Autre type d'engin de pêche (bolinche ; Chalut ; Plage Seine, etc...):

Type d'engin de pêche	Nombre total en 2022:	Couverture en 2022 (%)
-	-	-
-	-	-

Commentaire concernant votre soumission et la mise en œuvre de cette exigence:

-



## Résolution 12/04 Sur la conservation des tortues marines

### Obligation déclarative : Rapport sur l'avancement de l'application de la résolution 12/04

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023 ET Philippines est pas un État côtier de la zone de compétence de la CTOI**

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

--

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

--

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

--

2. Rapport sur les progrès de la mise en œuvre de la Résolution 12/04:

--

3. Déclarez sur les exigences de la résolution 12/04 (Cochez et complétez):

a. Recueillir (par le biais de journaux de bord et de programmes d'observateurs) et fournir au Comité scientifique toutes les données sur les interactions de leurs navires avec les tortues marines. Fournir des informations au Comité scientifique sur les mesures d'atténuation réussies et les autres impacts sur les tortues marines (tels que la détérioration des sites de nidification et l'ingestion de débris marins).

--

b. Exiger que les pêcheurs ramènent à bord, si possible, toute tortue à carapace dure capturée qui est comateuse ou inactive dès que possible et favorisent sa récupération, y compris en aidant à sa réanimation, avant de la remettre à l'eau en toute sécurité. Veiller à ce que les pêcheurs connaissent et utilisent les techniques d'atténuation et de manipulation appropriées et gardent à bord tout l'équipement nécessaire pour la libération des tortues.

--

c. Pour filets maillants

Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

--

d. Pour les palangriers

(a) Veiller à ce que les palangriers transportent des coupe-lignes et des hameçons pour faciliter la manipulation et la libération des tortues marines capturées ou empêtrées

Veiller à ce que les opérateurs de ces navires soient tenus de transporter et d'utiliser des épousettes

(b) Encourager l'utilisation de poissons entiers comme appâts ;

(c) Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

--

e. Pour les senneurs :

(a) Assurez-vous que les navires :

(i) Éviter l'encercllement des tortues marines, si une tortue marine est encerclée/emmêlée, prendre des mesures pour libérer la tortue en toute sécurité.

(ii) Relâcher toutes les tortues marines observées empêtrées dans des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ou des engins de pêche.

(iii) Si une tortue marine est empêtrée dans le filet, arrêter le roulement du filet dès que la tortue sort de l'eau ; démêler la tortue sans la blesser avant de reprendre le rouleau de filet ; et aider à la récupération de la tortue avant de la remettre à l'eau.

(iv) Porter et utiliser des épousettes pour manipuler les tortues

(b) Encourager les navires à adopter des conceptions de DCP qui réduisent l'incidence de l'enchevêtrement des tortues ;

(c) Exiger que le navire enregistre les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

--

f. Les CPC doivent entreprendre des essais de recherche sur les hameçons circulaires, l'utilisation de poissons entiers comme appâts, les conceptions alternatives de DCP, les techniques de manipulation alternatives, la conception des filets maillants et les pratiques de pêche et d'autres méthodes d'atténuation susceptibles d'améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues.

--

g. Les CPC continuent d'entreprendre des activités de recherche et de développement pour améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues marines et fournissent les résultats de la recherche au Comité scientifique.

h. Collaborer avec l'IOSEA et prendre en compte le MoU IOSEA

## Résolution 13/05 Sur la conservation des requins baleines (*Rhincodon typus*)

### Informations requises : Rapport sur les cas de requins-baleines encerclés en 2023

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante (Rapport sur les cas de requins-baleines encerclés ):

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - En 2023 , aucun navire sennear de Philippines n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI.**

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

2. Des requins-baleines ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires de Philippines en 2023 :

3. Déclarations de cas d'encerclement de requins baleines:

Pour pêche à la senne coulissante, déclarez le nombre total de cas en 2023:

0

## Résolution 14/05 Sur un registre des navires étrangers autorisés pêchant les espèces sous mandat de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI et sur les informations relatives aux accords d'accès

### Informations requises : Informations sur les accords d'accès

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante : Préparer & soumettre les informations sur les accords d'accès

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a pas d'accord CPC-CPC en 2023**

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

2. Il existe un système pour signer des accords de pêche Gouvernement – Gouvernement pour les navires étrangers opérant dans vos eaux nationales:

3. Des navires étrangers sont attributaires de licences en 2023 sous un accord de pêche Gouvernement (CPC) – Gouvernement (CPC):

4. Des accords de CPC à CPC en 2023 existent et les informations sur les accords sont transmises au Secrétariat de la CTOI et chargées ci-dessous:

5. Pour chaque accord CPC/CPC:

a. Saisir les informations: la CPC impliquée, les dates de début et de fin de l'accord, le nombre de navires et les engins autorisés dans le tableau ci-dessous et chargez l'information concernant ces accords dans la section de CHARGEMENT:

Accord	Accord CPC/CPC avec	Date de début de l'accord	Date de fin de l'accord	Nombre de navires	Engins autorisés
1	-	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-
3	-	-	-	-	-
4	-	-	-	-	-

b. Fournissez l'information: le quota ou limite de capture, Mesure(s) SCS, Obligation(s) de déclarations, concernant ces accords et fournissez les informations dans le tableau ci-dessous:

N°	Stocks/espèces cove- verts	Quota ou limite de capture de la CPC:	Obligations déclaratives de données de l'accord :	Mesures SCS requises par CPC du pavillon & CPC côtière :
1	-	-	-	-
2	-	-	-	-
3	-	-	-	-
4	-	-	-	-

6. Toutes les informations obligatoires sont fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les accords d'accès CPC/CPC:

Précisez quelles informations obligatoires ne sont pas entièrement renseignées ou manquant (cochez les cases appropriées):

Précisez les raisons pour chaque exigence manquante ou non complètement fournie:

## Résolution 16/05 – Observation de navires de pêche soupçonnés ou confirmés d'être sans nationalité

**Information requise : Observations de navires de pêche soupçonnés ou confirmés d'être sans nationalité**

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation déclarative:

**NON – Rapport NUL / Non Applicable pour 2023 – aucune observation de navire sans nationalité**

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

– –

2. Signalement des navires sans nationalité susceptibles de pêcher en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI:

–

**Résolution 16/08 Sur l'interdiction de l'utilisation d'aéronefs et de véhicules aériens sans pilote comme aides à la pêche****Informations requises: Toute occurrence d'opération de pêche réalisée avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien sans pilote**

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

–

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

**Les Philippines n'ont pas de navires de pêche, de navires de ravitaillement et de navires de support en activité dans la zone de compétence de la CTOI depuis 2018 et à ce jour.**

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

**Les Philippines n'ont pas de navires de pêche, de navires de ravitaillement et de navires de support en activité dans la zone de compétence de la CTOI depuis 2018 et à ce jour.**

1. Signalement d'occurrences d'opérations de pêche réalisées avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien sans pilote dans la zone de compétence de la CTOI: **Rapport Nul pour 2023 – aucune occurrence d'opération de navire de pêche réalisée avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien.**

**Résolution 17/07 – Interdiction sur l'utilisation des grands filets dérivants dans la zone de la CTOI****Interdiction: d'utiliser de grands filets dérivants dans toute la zone de compétence de la CTOI**

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les navires de pêche de ne pas utiliser des grands filets maillants dérivants dans la zone de compétence de la CTOI (haute mer et ZEE):

**OUI - Philippines a des systèmes & procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire, ET de prendre des mesures concernant des infractions potentielles.**

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

–

**Actuellement, les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité dans la zone de compétence de la CTOI. Toutefois, les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N° 10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654) SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.**

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers. En outre, Sec. 95 Utilisation d'engins actifs dans les eaux municipales, baies et autres zones de gestion des pêches - Il est interdit de se livrer à la pêche dans les eaux municipales et toutes les baies et autres zones de gestion des pêches à l'aide d'engins de pêche actifs tel que définis dans ce code.

Article 95.2 Exceptions: 1. Les filets maillants, autres que les filets maillants de fond, ne dépassant pas 500 mètres de long par bateau utilisés par les pêcheurs municipaux enregistrés, ce qui sera réglementé par l'Unité gouvernementale locale (LGU).

**b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:**

Actuellement, les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité dans la zone de compétence de la CTOI. Par conséquent, cette exigence n'est pas applicable.

Toutefois, les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N° 10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654) SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés.

Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers. En outre, Sec. 95 Utilisation d'engins actifs dans les eaux municipales, baies et autres zones de gestion des pêches - Il est interdit de se livrer à la pêche dans les eaux municipales et toutes les baies et autres zones de gestion des pêches à l'aide d'engins de pêche actifs tel que définis dans ce code.

Article 95.2 Exceptions: 1. Les filets maillants, autres que les filets maillants de fond, ne dépassant pas 500 mètres de long par bateau utilisés par les pêcheurs municipaux enregistrés, ce qui sera réglementé par l'Unité gouvernementale locale (LGU).

**c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles sont:**

Actuellement, les Philippines n'ont pas de navires de pêche en activité dans la zone de compétence de la CTOI. Toutefois, les Philippines disposent d'une ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N° 10\_Série de 2015 (RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654) SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers. En outre, Sec. 95 Utilisation d'engins actifs dans les eaux municipales, baies et autres zones de gestion des pêches - Il est interdit de se livrer à la pêche dans les eaux municipales et toutes les baies et autres zones de gestion des pêches à l'aide d'engins de pêche actifs tel que définis dans ce code.

Article 95.2 Exceptions: 1. Les filets maillants, autres que les filets maillants de fond, ne dépassant pas 500 mètres de long par bateau utilisés par les pêcheurs municipaux enregistrés, ce qui sera réglementé par l'Unité gouvernementale locale (LGU).

2. L'utilisation des grands filets dérivants est interdite dans la zone de compétence de la CTOI (haute mer et ZEE):  
[Est mis en oeuvre \(interdit\) dans la législation nationale 2015](#)

Informations supplémentaires sur la mise en œuvre de cette obligation:

#### Informations requises: Rapport sur les actions SCS liées à la pêche au grand filet dérivant

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

#### Actions de suivi, contrôle et surveillance (SCS):

2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent aux:

3. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont :

Actions SCS supplémentaires en place:

## Résolution 18/07 Sur les mesures applicables en cas de non-respect des obligations de déclaration à la CTOI

### Information requise : Déclarer les mesures prises pour mettre en œuvre les obligations de déclaration et améliorer la collecte des données sur les captures

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

Pour les pêcheries industrielles: [Rapport NUL - Aucun navire de pêche sur le Registre CTOI des navires autorisés](#)

Pour les pêcheries artisanales/côtières: -

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

2. Il existe un système de collecte des données sur les pêches: -

3. Données/statistiques obligatoires déclarées: -

Pour les pêcheries industrielles:

Pour les pêcheries artisanales/côtières:

4. Action(s) pour améliorer la collecte de données qui facilitent les améliorations de la conformité en termes d'obligations de déclaration obligatoires de la CTOI:

a. Développement ou améliorations dans la mise en place des journaux de bord:

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*b. Échantillonnage au port ou enquêtes halieutiques:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*c. Mécanisme national d'observateurs:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*d. Registre national des navires:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*e. Capture électronique des données, VMS ou surveillance électronique embarquée:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

5. Action(s) pour améliorer les système de traitement et de déclaration des données qui facilitent la soumission des données au Secrétariat de la CTOI:

*a. Développement de bases de données halieutiques:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*b. Développement de systèmes de diffusion de données: –*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*c. Enquêtes-cadre:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*e. Développement de routines automatisées pour traiter et extraire les données soumises à la CTOI:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

*f. Mesures pour minimiser les erreurs de saisie de données:*

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

6. Action(s) pour améliorer la qualité et l'exactitude des données soumises au Secrétariat de la CTOI :

**a. Mesures pour améliorer la validation des données:**

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

**b. Améliorations de la couverture d'échantillonnage:**

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

**c. Enquêtes-cadre:**

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

**d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques:**

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

**e. Comparabilité des données des années précédentes:**

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

–  
Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

## Résolution 19/02 - Procédures relatives à un plan de gestion des dispositifs de concentration de poissons (DCP)

### Informations requises : Plans de gestion des DCP 2024

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les navires d'implémenter le plan de gestion des DCPD:

[NON – Rapport NUL / Non Applicable - Pour 2024, aucun senneur/navire de ravitaillement ou de support pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants.](#)

**a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:**

– –  
b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

– –  
c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

–  
2. Le plan de gestion des DCP ont été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes:

–  
Informations additionnelles:

–  
3. Déclaration du plan de gestion des DCP pour 2024:

–  
4. Le plan de gestion des DCP 2024 a été préparé selon les Directives (Annexe I ou II):

### Information requise : Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion des DCPD 2023

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

[NON – Rapport NUL / Non Applicable - En 2023, Philippines a AUCUN senneur/navire de ravitaillement pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants.](#)

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

– –



b. System or procedures to respond to non-compliance with this binding reporting obligation:  
 --

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:  
 --

2. Le plan de gestion des DCPD a été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes :  
 --

Informations additionnelles:  
 --

3. Déclaration du rapport d'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion des DCPD pour 2023:  
 --

## Résolution 19/04 Concernant le registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI

### Information requise : Rapport sur l'examen des actions et mesures internes de l'état du pavillon, des actions punitives et des sanctions a l'encontre des navires battant pavillon sur le RAV

1. Il existe un système ou des procédures i) pour revoir les actions, mesures internes, actions punitives et les sanctions de l'Etat du pavillon, et ii) pour suivre et garantir l'application par les navires et personnes avec les obligations du paragraphe 11 (Resolution 19/04):

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines n'a aucun navire inscrit au registre des navires autorisés opérant dans la zone de compétence de la CTOI en 2023**

a. i) Système / procédures permettant de revoir les mesures internes, actions punitives et les sanctions de l'Etat du pavillon sont:  
 --

a. ii) Système / procédures permettant de suivre & garantir l'application par les navires/personnes avec les obligations exécutoires du paragraphe 11, sont:  
 --

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application de cette mesure exécutoire du paragraphe 11:  
 --

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles au paragraphe 11:  
 --

2. Paragraphe 11.a):

En mesure de remplir, en ce qui concerne ces bateaux, les exigences et responsabilités prévues par l'Accord portant création de la CTOI et ses mesures de conservation et de gestion:

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants:

Mesures:  
 --

Actions punitives:  
 --

Sanctions:  
 --

3. Paragraphe 11.b):

S'assurer que leurs AFV appliquent toutes les mesures appropriées de conservation et de gestion de la CTOI:  
 --

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants :

Mesures:  
 --

Actions punitives:  
 --

Sanctions:  
 --

4. Paragraphe 11.c):

S'assurer que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI conservent à bord les certificats d'immatriculation valides ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder:  
 --

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants :

Mesures:  
 --

Actions punitives:  
 --

–  
Sanctions:

–  
5. Paragraphe 11.d):

Garantir que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INN ou que leurs AFV ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche INN:

–  
Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants:

Mesures:

–  
Actions punitives:

–  
Sanctions:

–  
6. Paragraphe 11.e):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche aux thons menées par des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI:

–  
Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants:

Mesures:

–  
Actions punitives:

–  
Sanctions:

–  
7. Paragraphe 11.f):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des AFV figurant sur le registre de la CTOI sont des ressortissants ou des entités juridiques des CPC du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur encontre:

–  
Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants:

Mesures:

–  
Actions punitives:

–  
Sanctions:

### **Information requise : rapport sur des navires pêchant ou transbordant et non inclus sur le registre des navires autorisés de la CTOI**

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation déclarative:

[NON – Rapport NUL / Non Applicable pour 2023 – Philippines a aucune information factuelle](#)

a. Système ou des procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

– –  
b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

– –  
c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

–  
2. Rapport d'information factuelle montrant qu'il existe de fortes raisons de soupçonner que des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI s'adonnent à la pêche et/ou au transbordement de thons et d'espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI:

[NON - Rapport Nul pour 2023 – Philippines a aucune information factuelle](#)

Informations additionnelles:

## Résolution 21/01 Sur un plan provisoire pour reconstituer le stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI

### Information requise : CPC sujettes à des réductions de captures, à des dépassement, rapport sur les mesures pour réaliser les réductions des captures d'albacore

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des mesures rectificatives qu'elles ont prises afin de respecter les niveaux de captures prescrits quand assujetties à des réductions de captures du fait d'un excédent de captures: **NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines n'est pas soumis aux réductions des prises d'albacore en 2022 en raison de l'absence de sur-capture en 2021**

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

- -

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

- -

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

- -

2. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2022, dues à un excédent de captures en 2021 :

-

Si Oui, captures et excédents de captures de YFT en 2021:

- / -

3. Mes captures d'albacore en 2022 ont été réduites du pourcentage suivant:

-

4. Si la CPC fait l'objet d'une réduction des captures en raison d'une sur capture, expliquer les mesures correctives prises pour respecter les niveaux de capture prescrits:

-

Informations complémentaires:

-

### Information requise : Rapport sur les méthodes permettant d'atteindre les réductions des captures de YFT

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des méthodes de réduction des captures de YFT adoptée par Philippines:

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines Philippines n'est pas soumis aux réductions des prises d'albacore en 2023**

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

- -

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

- -

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

- -

2. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2023:

-

Si Oui, excédents de captures:

-

3. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : -

4. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont:

-

Méthodes additionnelles:

-

### Information requise : Rapport sur les plans/la situation de réduction de l'utilisation des navires ravitailleurs

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de la réduction des navires ravitailleurs dans les opérations de senne coulissante (Plan):

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a AUCUN navire senneur (PS) et AUCUN navire ravitailleur (SP) dans le Registre des navires autorisés de la CTOI**

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

- -

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

- -

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés:

3. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour:

### Informations requises : Filets maillants, Déclarer le niveau de mise en œuvre des paragraphes 21-23

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de i) élimination progressive/conversion fileyeurs à d'autres engins, ii) caler filets maillants à 2 m de profondeur, iii) augmenter couverture observateurs/échantillonnage terrain fileyeurs de 10 %:

**NON – Rapport NUL / Non Applicable - Philippines a AUCUN navire de pêche au filet maillant dans le Registre CTOI des navires autorisés**

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou des procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. Philippines a des captures au filet maillant en 2023, a des navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés de la CTOI, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI:

**NON – Rapport NUL / Non applicable - Aucun navire de pêche au filet maillant de Philippines sur le Registre CTOI des navires autorisés en 2023**

3. Déclarer le niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins:

a. Mesures d'élimination progressive:

b. Progrès de conversion:

Nombre de fileyeurs convertis en 2023:

0

Nombre de fileyeurs convertis depuis 2019:

0

Fileyeurs convertis pour les engins de pêche suivants:

4. Rapporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Filets maillants installés à 2 m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant:

5. Rapporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 23 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines):

- %

- %

## Rapport de la Session précédente de la Commission - Réponse à la Lettre de commentaires sur les questions de conformité

### Information requise : Réponse à la lettre de commentaires de la précédente session du CdA

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation déclarative:

**OUI - Philippines a un système / procédure permettant de mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante**

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

**OUI - Système / procédure sont décrits ci-dessous**

**ORDONNANCE ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE N°. \_10\_Série de 2015**

RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION DE LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°8550 AMENDÉE PAR LA LOI DE LA RÉPUBLIQUE N°10654 SEC. 32. Pêche en eaux lointaines Les navires de pêche du registre des Philippines peuvent participer à la pêche en eaux lointaines comme défini dans ce Code : Sous réserve qu'ils respectent les exigences en matière de sécurité, de l'équipage et autres exigences des garde-côtes, de l'Autorité de l'Industrie Maritime et des autres agences concernées des Philippines. Sous réserve, toutefois, qu'ils obtiennent une licence de pêche, une licence pour les engins et d'autres autorisations du Ministère. Sous réserve que les poissons capturés par ces navires soient réputés capturés dans les eaux des Philippines et donc non soumis aux droits et taxes à l'importation uniquement s'ils sont débarqués dans des ports de débarquements et des ports de pêche dûment désignés aux Philippines. Sous réserve, en outre, que les ports de débarquement établis par les conserveries, les transformateurs de produits de la mer et que tous les sites de débarquements de poissons établis avant l'entrée en vigueur de ce Code soient réputés être des sites de débarquements autorisés. Sous réserve, finalement, que les travailleurs du secteur de la pêche à bord des navires de pêche immatriculés aux Philippines réalisant des activités de pêche en dehors de la Zone Économique Exclusive des Philippines ne soient pas considérés comme des travailleurs philippins expatriés. Les navires de pêche en eaux lointaines sont tenus de respecter les exigences en matière de suivi contrôle et surveillance, les mesures de conservation et de gestion et les conditions d'accès de pêche du Ministère, des ORGP ou d'autres États côtiers.

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

- -

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

1. La réponse à la Lettre de commentaires sur les questions de conformité (du CdA 2023) a été soumise au Secrétariat de la CTOI:

OUI - Les réponses à la lettre de commentaires sur les questions d'application sont chargées dans la section CHARGEMENT

Date de soumission des réponses à la lettre de commentaire:

-

Nombre de questions d'application répétées:

4

Nombre de questions d'application non répétées:

1

Nombre de questions d'application répondues:

A répondu à toutes les questions d'application.

# Partie E - Exigence de déclaration de données et informations pour les CPC qui ont fait objection à des Résolutions

## Résolution 12/12 Interdisant l'utilisation des grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI

**Interdiction: d'utiliser de grands filets dérivants en haute mer.**

**S'APPLIQUE SEULEMENT AU PAKISTAN**

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de l'obligation pour les navires de pêche de ne pas utiliser des grands filets dérivants en haute mer:

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont :

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la "Résolution 12/12 Interdisant l'utilisation des grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI", adoptées par la Commission:

3. L'utilisation de filets dérivants à grande échelle est interdite en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI:

**Informations requises: Rapport sur les actions SCS liées à la pêche au grand filet dérivant**

**S'APPLIQUE SEULEMENT AU PAKISTAN**

1. Un système ou des procédures existent pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

a. Système ou procédures pour mettre en œuvre cette obligation de déclaration contraignante:

b. Système ou procédures pour répondre au non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

c. Mesures à prendre en cas de non-respect de cette obligation de déclaration contraignante:

2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent:

3. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont:

Actions SCS supplémentaires en place :

## Résolution 18/01 Sur un plan provisoire pour reconstituer le stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI

**Informations requises : Rapport sur les méthodes permettant d'atteindre les réductions des captures de YFT**

**S'APPLIQUE SEULEMENT À L'INDE**

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion, de la Résolution 18/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission:
  -
2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des méthodes de réduction des captures de YFT adoptée par l'Inde:
  - 
  - a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:
    -
  - b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:
    -
  - c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:
    -
3. La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -  
Si Oui, excédents de captures de YFT:
  -
4. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI:
  -
5. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont:
  -
 Méthodes mises en œuvre et non listées ci-dessus:
  -

**Information requise : Rapport sur les plans/la situation de réduction de l'utilisation des navires ravitailleurs**  
**S'APPLIQUE SEULEMENT À L'INDE**

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de la réduction des navires ravitailleurs dans les opérations de senne coulissante (Plan):
  - 
  - a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:
    -
  - b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application sont:
    -
  - c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:
    -
2. L'Inde a des senneurs (PS) et navires ravitailleurs (SP) sur le Registre des navires autorisés de la CTOI:
  -
2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: -

**Information requise : Limites de captures – Captures nominales de YFT en 2022**  
**S'APPLIQUE UNIQUEMENT À L'INDE**

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de la limite des captures d'albacore (YFT):
  - 
  - a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:
    - 
    -
  - b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:
    - 
    -
  - c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:
    - 
    -
2. La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -
3. Les captures d'albacore en 2022 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2022 (t)	Réduction (%)
----------------	--------------------	------------------------------------	------------------------	---------------

Seine tournante	-	-	-	-
Palangre	-	-	-	-
Filet maillant	-	-	-	-
Canne	-	-	-	-

## Résolution 19/01 Sur un plan provisoire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI

Informations requises : Rapport sur les méthodes permettant d'atteindre les réductions des captures de YFT

### S'APPLIQUE UNIQUEMENT À L'INDONÉSIE, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la Résolution 19/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission:

-  
2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des méthodes de réduction des captures de YFT adoptée par Philippines:

a. Système ou des procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

3. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2023:

Si Oui, excédents de captures:

4. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI :

5. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont:

Méthodes additionnelles:

Informations requises : Senneurs desservis par des navires ravitailleurs en 2024

### S'APPLIQUE UNIQUEMENT À L'INDONÉSIE, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la Résolution 19/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission:

2. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application des opérations des senneurs desservis par navire ravitailleur:

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

3. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés:



4. Les informations sur les senneurs desservis par chaque navire de ravitaillement en 2024 ont été fournies au Secrétariat:

#### Informations requises : Rapport sur les plans/la situation de réduction de l'utilisation des navires ravitailleurs

##### SEULEMENT APPLICABLE A INDONÉSIE, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de la réduction des navires ravitailleurs dans les opérations de senne coulissante (Plan):

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés:

3. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour:

[req.data.haspssstate.choice.fr!!](mailto:req.data.haspssstate.choice.fr!!)

#### Information requise : Limites de captures – Captures nominales de YFT en 2022

##### S'APPLIQUE UNIQUEMENT À L'INDONÉSIE, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de la limite des captures d'albacore (YFT):

a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -

3. Les captures d'albacore en 2022 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2022 (t)	Réduction (%)
Seine tournante	-	-	-	-
Palangre	-	-	-	-
Filet maillant	-	-	-	-
Canne	-	-	-	-

#### Information requise : Filets maillants, Déclarer le niveau de mise en œuvre des paragraphes 20-22

##### S'APPLIQUE UNIQUEMENT À L'INDONÉSIE, LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Il existe un système ou des procédures pour suivre et pour garantir l'application de i) élimination progressive/conversion fileyeurs à d'autres engins, ii) caler filets maillants à 2 m de profondeur, iii) augmenter couverture observateurs/échantillonnage terrain fileyeurs de 10 %:

-  
a. Système ou procédures permettant de suivre l'application de cette mesure exécutoire:

- -  
b. Système ou procédures permettant de répondre à des cas de non-application:

- -  
c. Mesures en ce qui concerne des infractions potentielles:

2. Philippines a des captures au filet maillant en 2023, a navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI:

-  
3. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 20 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins :

a. Mesures d'élimination progressive:

- -

- -

- -

- -

- -

b. Progrès de conversion:

Nombre de fileyeurs convertis en 2023:

0

Nombre de fileyeurs convertis depuis 2019:

0

Fileyeurs convertis pour les engins de pêche suivants:

-

4. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Filets maillants installés à 2m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant:

- -

- -

- -

5. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines):

- %

- %